

Burundi : l'EAJA condamne l'intimidation des journalistes

PANA, 17 mai 2014 Bujumbura, Burundi - L'Association des journalistes d'Afrique de l'Est (EAJA) a condamné l'intimidation de deux journalistes au Burundi par la section des jeunes du parti au pouvoir, le Conseil pour la défense des forces de la démocratie (CNDD-FDD)/Forces de défense de la démocratie. Les deux journalistes, Serges Nibizi, un présentateur à la Radio publique africaine (RPA) et Sonia Rolley de Radio France Internationale (RFI) ont été empêchés vendredi dernier d'exercer leurs fonctions par le mouvement de jeunesse qui les a tenus en otage pendant quatre heures.

Selon l'Union des journalistes du Burundi (UBJ), les membres du groupe dirigés par un éminent fonctionnaire du conseil municipal de la commune de Marangara, Venant Sibomana, qui est également un acteur-clé du parti CNDD-FDD dans la province de Ngozi, étaient responsables de l'enlèvement des journalistes. Le groupe n'a pas tenu compte des cartes de presse et a ignoré les propos des gouverneurs de la province de Ngozi, M. Claude Nahayo et de celui de Kirundo, Ruvyirye Nzigamasabo, qui ont tenté d'obtenir la libération des journalistes. M. Nahayo a par la suite ordonné l'arrestation des jeunes. Les journalistes ont été libérés et autorisés à poursuivre leur travail suite à l'intervention de Willy Nyamitwe, conseiller en communication principal du président du Burundi. "Il est inacceptable pour un groupe de jeunes qui n'ont pas les pouvoirs de sécurité de bloquer des journalistes et de les tenir en otage sous quelque prétexte que ce soit. Nous exigeons l'arrestation et la poursuite des jeunes pour violation des droits des deux journalistes en les détenant illégalement", a déclaré le Secrétaire général de l'EAJA Alexandre Niyungeko. L'UBJ, l'Association des radiodiffuseurs (ABR) et l'Observatoire de la presse burundaise (OPB) ont tous condamné l'incident et ont averti que le groupe constituait une menace pour la liberté de presse. En avril, le même mouvement de jeunes a été impliqué dans l'intimidation des journalistes suite à des articles diffusés dans les stations de radio locales sur la base d'un rapport de l'ONU qui a indiqué qu'il pourrait y avoir une distribution secrète d'armes au Burundi, rappelle-t-on.